



Accord-cadre de réception et traitement des déchets mêlés, verre, gravats, déchets équipement d'ameublement et bois pour le territoire de Vallée Sud-Grand Paris

N°25SRV51

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	4
1.1 PÉRIMÈTRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
1.2 DEFINITION ET OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2. EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
2.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	6
2.1.1 RESPECT DE LA REGLEMENTATION	6
2.1.2 OBLIGATION DU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE	6
2.1.3 IMPLANTATION ET UTILISATION DES EQUIPEMENTS.....	10
2.1.4 PERSONNEL	7
2.1.5 PROPRETE – HYGIENE – SECURITE	7
2.1.6 RESPONSABILITE DU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE.....	7
2.1.7 CONTROLES	8
2.1.8 ECO-ORGANISMES	9
ARTICLE 3. LIEU ET HORAIRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.1 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
3.1.1 OUVERTURE DU SITE.....	10
3.2 NATURE DES DECHETS PRIS EN CHARGE.....	12
3.2.1 ORIGINE DES DECHETS PRIS EN CHARGE.....	12
3.2.2 NATURE DES DECHETS PRIS EN CHARGE	12
3.2.3 DECHETS MELES.....	13
3.2.4 GRAVATS PURS.....	13
3.2.5 GRAVATS IMPURS	14
3.2.6 VERRE	14
3.2.7 BOIS	14
ARTICLE 4. CONDITIONS DE TRI.....	19
4.1 TAUX D'EXTRACTION.....	19
4.2 PROCESS DE TRI DES DECHETS MELES.....	19
4.3 BENNES BOIS	20
4.4 TRI DES INERTES	21
4.5 TRAITEMENT DES DECHETS ULTIMES.....	21
4.6 CONDITIONNEMENT, EVACUATION ET VALORISATION DES DECHETS TRIES.....	21

4.7	RECEPTION DES PRODUITS ET DECLASSEMENT	17
4.7.1	PRISE EN CHARGE	17
4.7.2	DECLASSEMENTS	17
4.7.3	PESEES	18
4.7.4	VIDAGE DES DECHETS SUR L'AIRE DE DEPOT	18
4.7.5	REPRENEURS	21
4.8	EVALUATION DES TONNAGES ATTENDUS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 5. COMPTE-RENDU D'EXPLOITATION		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.1	TABLEAU DE BORD DEMATERIALISE.....	24
5.2	COMPTE RENDU MENSUEL	24
5.3	COMPTE RENDU ANNUEL	25
5.4	FACTURATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 6. GESTION DE LA FIN DE L'ACCORD-CADRE		26

ARTICLE 1. DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

1.1 PÉRIMÈTRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le présent accord-cadre concerne les prestations de réception et traitement des déchets mêlés, verre, gravats et bois de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud-Grand Paris constitué des communes suivantes : Antony, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Le-Plessis-Robinson, Sceaux, Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Malakoff, Châtillon et Montrouge. La déchetterie de la Collectivité est située sur la commune de Verrières le Buisson. La Collectivité dispose également d'un dépôt situé sur la commune de Wissous.

Toutefois, seuls les déchets en provenance des communes de Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Malakoff, Châtillon et Montrouge seront réceptionnés et traités. La Collectivité se réserve la possibilité d'ouvrir la provenance aux autres communes du territoire (ou limitrophe).

Le présent accord-cadre ne comporte pas de lots.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) a pour objet de préciser les conditions suivant lesquelles les prestations contenues dans l'accord-cadre doivent être réalisées.

Toutefois, le Titulaire est réputé connaître les caractéristiques de son accord-cadre. Il ne peut à ce titre se prévaloir des erreurs ou omissions qui peuvent apparaître pour prétendre à une quelconque indemnité et ne pas exécuter sa mission.

Pendant l'exécution de son accord-cadre et concernant les autorisations administratives, le respect des normes et des réglementations en vigueur et à venir, les assurances, les niveaux de qualification du personnel, les modes opératoires, les signalisations, la conformité des équipements des matériels et du personnel, le respect des prescriptions de sécurité, les incidents et accidents envers des tiers, toutes mesures et obligations nécessaires au bon déroulement des prestations, le Titulaire garantit la Collectivité contre tout recours ou de toute condamnation.

Le Titulaire doit notamment accomplir ses prestations avec :

- La mise en œuvre de moyens humains et matériels suffisants pour respecter l'objectif de résultats défini pour le l'accord-cadre,
- Le souci de qualité et de continuité du service rendu aux usagers.

1.2 DEFINITION ET OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre de prestations de service concerne :

- La réception et la pesée des déchets réceptionnés (déchets mêlés, verre, gravats, déchets d'électrique et électronique...) du pouvoir adjudicateur dans un centre de traitement ou de transfert ;
- Le tri des déchets mêlés et l'extraction de tout matériau valorisable ;
- Le conditionnement et le stockage des matériaux triés ;
- La valorisation matière ou énergétique ainsi que la reprise financière de certains matériaux extraits des déchets apportés,

- Le transfert et le traitement des déchets vers les filières d'élimination réglementaire bénéficiant d'une TGAP la plus basse possible ;
- L'élaboration d'états mensuels et annuels des apports pour le pouvoir adjudicateur.

L'ensemble des prestations du présent accord-cadre est à réaliser en respectant les modalités d'exécution fixées au CCTP, à partir de la date de commencement des prestations signifiée au Titulaire à réception du bon de commande.

ARTICLE 2. EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

2.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

2.1.1 Respect de la réglementation

Le titulaire s'engage à appliquer les textes législatifs et réglementaires en vigueur, en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale et protection de l'environnement. Il transmettra l'arrêté d'exploitation de son site avec la candidature relative au présent accord-cadre.

Les prestations attendues devront être réalisés conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment :

- la loi relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- les décrets pris pour son application,

En tout état de cause, les propositions des candidats devront être conformes aux différents règlements en vigueur, notamment au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

2.1.2 Obligation du titulaire de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre a l'obligation de traiter l'ensemble des déchets réceptionnés pendant toute la durée de l'accord-cadre quelle que soit la période de l'année.

Le titulaire a également l'obligation de réceptionner l'ensemble des déchets de verre, de gravats, déchets de bois pendant toute la durée de l'accord-cadre quelle que soit la période de l'année et la quantité apportée. La liste des déchets présentée n'est pas exhaustive et peut être réduite ou amendée en cours de marché sans que le Titulaire s'y oppose dans la limite des rubriques ICPE indiquée dans l'autorisation préfectorale du Titulaire.

Pendant toute la durée du contrat, il est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de l'usage des installations. Il contracte, à ses frais, toutes les assurances utiles, et garantit la Collectivité contre tout recours, comme le précise l'article 2.1.7 du présent CCTP.

En cas d'interruption du service, même partielle, programmée ou non, pour quelque cause que ce soit (panne, mouvements sociaux, incidents techniques, maintenance...), le titulaire doit aviser la Collectivité au plus tôt lors d'interruptions programmées et au plus tard dans les deux heures à compter de l'interruption imprévue. Le titulaire doit proposer une solution de remplacement pour assurer le service dans les meilleures conditions garantissant une distance raisonnablement équivalente. Le Titulaire prend à sa charge tout surcoût inhérent.

Le Titulaire est tenu de prévoir dans le cadre du présent marché un site secours à proposer à la Collectivité en cas de fermeture définitive ou partielle du site principal d'exploitation. Le site de secours doit avoir les mêmes caractéristiques que le site principal. Toute solution de remplacement doit garantir à la Collectivité un coût de revient, prix à la tonne/distance de transport, identique au site principal sous peine de rupture de contrat.

En cas de fermeture définitive, le Titulaire est tenu d'informer la Collectivité, au plus tard deux mois avant la fermeture du site.

CCTP Accord-cadre n°25SRV51 de réception et traitement des déchets mêlés pour le territoire Vallée Sud-Grand Paris

En cas de non-respect de ces délais, le Titulaire s'expose à une pénalité décrite au CCAP.

En cas de manquement dans l'information sur les interruptions temporaires ou définitives du service, dans la proposition de solutions acceptables de remplacement et/ou de gestion de celles-ci, le prestataire encourt des pénalités prévues au CCAP.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune contrepartie financière, pour les cas de figure suivants :

- Changement de collecteurs ;
- Changement de repreneurs ;
- Modification des conditions de collecte ;
- Ratification de convention ou contrat avec des éco-organismes qui engendrait des nouvelles prescriptions techniques ou diminution des tonnages livrés.

2.1.3 Personnel

Le titulaire nomme un membre de son personnel qualifié ayant la capacité de prendre toute décision concernant la réception des véhicules et l'acceptation des produits. Il sera chargé de la réception et du déclasserment des produits à l'entrée du site. Il sera l'interlocuteur privilégié de Vallée Sud -Grand Paris. Il sera joignable chaque jour d'exploitation du site de 8 h 00 à 19 h 00.

2.1.4 Propreté – Hygiène – Sécurité

Les installations du site, ainsi que les éventuels équipements de transfert et de transport, doivent être maintenus en parfait état de propreté, leur exploitation doit répondre aux conditions fixées par arrêté préfectoral, et le cas échéant aux obligations découlant de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

L'exploitant doit veiller à la propreté du site, intérieurs comme extérieurs. Le site doit être en conformité avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

Une copie du protocole de sécurité appliqué au site devra être fournie avant le démarrage des prestations.

En cas de manquement aux règles d'hygiène et de sécurité, une pénalité peut être appliquée conformément au CCAP.

2.1.5 Responsabilité du titulaire de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre assure sous sa responsabilité et à ses frais, risques et périls, le fonctionnement, l'entretien et toutes autres sujétions concernant l'exploitation du site ou de tout autre infrastructure de stockage, de valorisation ou de transfert.

L'entrepreneur est seul responsable à l'égard des tiers des actes de son personnel et de l'usage de son matériel.

Le titulaire s'engage également à assumer l'entière responsabilité des règles d'hygiène, de sécurité et d'environnement sur son site. Il reste responsable financièrement des produits stockés (entrants et sortants) chez lui contre les pertes par incendie ou autres dommages. Le calcul du dommage s'établira en fonction du tonnage de matériaux perdus.

2.1.6 Contrôles

La Collectivité se réserve le droit de s'assurer à tout moment et par tout moyen que les prescriptions du présent accord-cadre sont respectées.

Les agents dûment accrédités par l'Etablissement Public Territorial de Vallée Sud-Grand Paris, peuvent procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que le site est exploité dans les conditions prévues par le présent cahier des charges et par la réglementation. Ils peuvent à tout moment, prendre connaissance localement de tous les documents techniques et autres nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Ils ne peuvent intervenir dans la gestion des installations exploitées par le titulaire de l'accord-cadre mais peuvent procéder à tout contrôle et vérifications utiles. En cas d'opposition au contrôle d'exploitation, le titulaire sera passible de pénalités décrites au CCAP du présent accord-cadre.

L'exploitant doit réaliser des comptes-rendus d'exploitation mensuel à remettre à Vallée Sud - Grand Paris en pièce jointe de la facturation.

2.1.7 Mesure de réduction de l'impact environnemental

Le matériel utilisé par le Titulaire doit répondre aux réglementations et aux normes en vigueur concernant la pollution atmosphérique.

Les niveaux sonores des bruits conjugués du moteur, du véhicule et de l'appareillage doivent être conformes aux dispositions du Code du Travail ainsi qu'aux normes en vigueur.

Le Titulaire doit être en mesure de fournir à tout moment les certificats attestant du respect des normes environnementales en vigueur par son matériel (niveaux sonores et niveau de pollution atmosphérique).

Toutes les solutions destinées à améliorer les conditions de travail du personnel de collecte ainsi que celles ayant un impact sur l'environnement (par exemple : système limitant les émissions de CO₂, ...) sont proposées à condition qu'elles permettent au Titulaire de maintenir une qualité de service optimale.

Dans le cadre de la mise en place d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), la Collectivité s'est engagée dans un travail d'amélioration de la qualité de vie des habitants via la réduction des nuisances dues à la collecte des déchets. Le Titulaire du marché est partie prenante de ce travail.

2.1.8 Eco-organismes

Le Titulaire de l'accord-cadre doit s'engager auprès des éco-organismes en charges de la filière des mobiliers et des équipements d'ameublement, des déchets d'équipement électrique et électronique, pneus et tout autre éco-organisme qui permet la prise en charge financière du traitement des déchets, même en cours de marché. Le Titulaire s'engage à effectuer un tri de ces déchets pouvant être présents dans les déchets mêlés.

Le Titulaire a l'obligation d'informer la Collectivité de toute contractualisation avec un éco-organisme et d'informer la Collectivité des montants de reversements que le Titulaire est amené à percevoir.

Dans ce cadre, le Titulaire du présent accord-cadre ne pourra alors prétendre à aucune contrepartie financière pour le traitement de ces déchets. Le taux des déchets refusés ne pourra pas excéder 5% des tonnages sortants.

Le titulaire doit fournir à Vallée Sud -Grand Paris les attestations qui en découleront.

Le titulaire doit se conformer aux exigences de qualités et de traçabilité des éco-organismes.

ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 Lieu d'exécution des prestations

L'ensemble des prestations du présent accord-cadre doit avoir lieu sur le site d'exploitation du Titulaire.

Le lieu d'exécution des prestations doit être conforme aux normes réglementaires en vigueur et doit être en mesure de réceptionner, trier, valoriser l'ensemble des flux de déchets cités après en fonction de leur typologie. Le Titulaire ne peut pas refuser le vidage de camions issus de la Collectivité en cas de site saturé. Le Titulaire assure à la Collectivité les capacités d'absorption suffisantes pour la réception de ses flux de déchets. En cas de refus de camions, le Titulaire s'expose à des pénalités décrites au CCAP.

Pour des raisons d'organisation des prestations de collecte, pour limiter les transports de déchets et en cohérence avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de l'Île de France, le lieu d'exécution des prestations doit être situé à moins de 30km routiers du siège de la Collectivité (28 rue de la Redoute, Fontenay aux Roses).

Si celui-ci se situe à plus de 10 km routiers du siège de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud-Grand Paris, le Titulaire doit proposer un site de transit à partir duquel elle effectuera le transfert de tous les flux de déchets. Ce site de transfert doit se situer dans un rayon maximal de 10 km routiers du siège.

3.1.1 Implantation et utilisation du lieu d'exécution :

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition de l'Etablissement Public Territorial de Vallée Sud-Grand Paris, pendant toute la durée de l'accord-cadre une installation accessible en tout temps aux véhicules de transport. Le Titulaire s'engage à maintenir les accès propres et carrossables.

Le Titulaire s'engage à effectuer une double pesée (pesée avant vidage et après vidage) de tous les véhicules de transport déchargeant sur le site et à vérifier que ces véhicules proviennent bien de l'Etablissement Public Territorial de Vallée Sud-Grand. Le système de pesées doit faire l'objet de contrôles réglementaires et la Collectivité se réserve le droit de consulter le carnet de métrologie des ponts bascules.

L'ensemble du matériel doit satisfaire aux obligations réglementaires imposées aux constructeurs et propriétaires de chaînes de tri, presses de mise en balles, engins de manutention pour les chargements et véhicules. Le Titulaire reste responsable du fonctionnement de son matériel et de son maintien en conformité.

3.1.2 Ouverture du site

Le centre de tri (et/ou de transfert) doit être accessible (pesée comprise) du lundi au dimanche toute l'année y compris les jours fériés de 7h00 à 23h00.

Si l'amplitude horaire légale ne permet pas l'accueil des collectes comme souhaité par Vallée Sud – Grand Paris, le titulaire doit proposer une solution alternative comme un site de transfert bénéficiant d'horaires légaux compatibles par exemple. Ce site de transfert doit répondre aux critères demandés au présent CCTP.

Après concertation avec le Titulaire, Vallée Sud – Grand Paris peut modifier les horaires normaux, temporairement pour tenir compte de circonstances extraordinaires, ou définitivement.

En cas d'impossibilité de réception aux jours et horaires prévus par l'accord-cadre, le prestataire encourt des pénalités prévues au CCAP.

3.2 NATURE DES DECHETS RECEPTIONNES :

3.2.1 Origine des déchets pris en charge

Les déchets réceptionnés par le Titulaire dans le cadre du présent accord-cadre proviennent :

- **De résidus des activités des centres techniques municipaux et autres activités de régie** (exemples non exhaustifs : activités de menuiserie, de serrurerie, de plâtrerie, de maçonnerie, de déménagement ...), les déchets de nettoyage des espaces publics quand leur nature le permet (sac de corbeilles de rues et contenu de balayeuse de nettoyage de l'espace public).
- **Des emballages en verre collectés** dans le cadre de la collecte des déchets ménagers et assimilés des villes du Nord de la Collectivité (Malakoff, Clamart, Châtillon, Montrouge, Bagneux et Fontenay-aux-Roses).

3.2.2 Nature des déchets réceptionnés

Les déchets réceptionnés dans le cadre de cet accord-cadre sont :

- Des déchets mêlés (encombrants, balayures, corbeilles de rues...),
- Déchets d'ameublement et d'équipement (encombrants),
- Des gravats purs inertes,
- Des déchets de type Produits Matériaux Construction du Bâtiment (PMCB) équivalent aux déchets provenant des matériaux de déconstruction du bâtiment (plâtre, plastique, huisserie...) apparentés à des déchets industriels banaux (DIB),
- Verre ménager,
- Déchets électriques et électronique,
- Bois en mélange (bois A et bois B),
- Ferrailles,
- Cartons...

L'ensemble des tonnages réceptionnés doit être pris en charge à l'exception de tout apport contenant majoritairement des déchets non identifiés au BPU dans le cadre de cet accord cadre. Ces déchets non identifiés doivent faire l'objet soit d'un refus de déversement sur site si l'identification a pu avoir lieu avant vidage, soit d'une procédure de déclassement dont la procédure est décrite dans l'article 4.8.

Tous les déchets concernés par une filière de responsabilité élargie du producteur doivent être extraits et valorisés selon la réglementation en vigueur.

Sont exclus de cet accord-cadre, les produits dangereux, toxiques, corrosifs, instables, explosifs, inflammables ou radioactifs, les déchets anatomiques ou infectieux, les ordures ménagères.

Cette énumération n'est pas limitative et des matières non dénommées pourront être assimilées par Vallée Sud – Grand Paris aux catégories spécifiées ci-dessus.

Tout apport contenant majoritairement d'autres produits que la typologie du déchet initialement annoncé par le collecteur, doit faire l'objet soit d'un refus de déversement sur site si l'identification a pu avoir lieu avant vidage, soit d'une procédure de déclassement. Le Titulaire est tenu de prévenir dans les 2 heures la Collectivité de tout déclassement.

3.2.3 Déchets mêlés

Sont compris dans la dénomination des déchets mêlés pour l'application du présent accord-cadre tous les déchets suivants réceptionnés en mélange sans tri préalable :

- Les équipements d'ameublement, d'aménagement et de décoration intérieur et extérieur (exemples non exhaustifs : meubles, literie, matelas, sommier, salon de jardin, table à repasser, parasol...),
- Les équipements sanitaires et de confort (exemples non exhaustifs : radiateurs, cumulus, ballons d'eau chaude, chauffe-eau, lavabos, baignoires, bacs à douche, bidets...)
- Les équipements de puériculture et de loisirs (cycles, landaus, poussettes, jouets, articles de cuisine, articles de sport, équipement automobile, pneus...)
- Les déchets de bricolage domestique (ferrailles, plaques de plâtre, bois, cartons...)
- Les équipements électriques et électroniques,
- Le verre ménager ;
- Les pneus.

Il s'agit des déchets livrés en mélange sans tri préalable émanant :

- du nettoyage mécanique du domaine public,
- de la collecte des corbeilles publiques (papiers, cartons plastiques...),
- de la collecte des dépôts sauvages (déchets de travaux, objets ménagers, DEEE...),
- de la collecte des déchets mêlés des régions municipales de l'Etablissement Public Territorial.

Les DEEE doivent faire l'objet d'un tri et suivre la filière appropriée via un eco-organisme que le déchet soit intègre ou détérioré (cassé, écrasé, en plusieurs pièces) et en aucun cas dirigé vers la filière ferraille (ex : vélo).

Les déchets mêlés réceptionnés doivent être valorisés (matière ou énergétique). La facturation des déchets mêlés réceptionnés sont facturés selon les résultats des caractérisations réalisées chaque trimestre par le Titulaire, répartition appelée ci-après "clé de répartition". En cas de non-respect d'une facturation ne respectant pas la clé de répartition définie par la caractérisation, le Titulaire s'expose à une pénalité décrite au CCAP.

3.2.4 Gravats inertes

Sont compris dans la dénomination des inertes pour l'application du présent accord-cadre tous les déchets collectés, et qui par leur nature ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physique ou chimique, ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante, et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, à savoir à titre d'exemples non exhaustifs : béton, pierre, ciment, tuiles,

briques, céramiques, verre, terres et granulats non pollués, enrobés bitumineux sans goudron...béton, briques, terre, pierres, déchets de démolition ne contenant ni plâtre, bois, produits isolants ou plastiques.

La présence de plus de 5 % et de moins de 30% de polluants dans le chargement de gravats purs entraîne son déclassement en gravats impurs. La présence de plus de 30% de polluants dans le chargement de gravats purs entraîne son déclassement en déchets mêlés.

3.2.5 Gravats impurs (Déchets industriels banals)

Il s'agit de déchets livrés mélangés contenant une majorité de gravats purs et moins de 30 % de divers déchets tels que papiers, cartons, plastiques, métaux, bois... La présence de plus de 30 % de polluants dans le chargement entraîne son déclassement en déchets mêlés.

3.2.6 Verre

Il s'agit d'emballages en verre collectés sélectivement auprès des ménages en porte à porte ou en point d'apport volontaire. La présence de polluants de plus de 30% dans le chargement de verre entraîne son déclassement en déchets mêlés.

3.2.7 Bois

Il s'agit de déchets en bois non créosotés et non traités à cœur, sans mousses, tissus, verre ou grosse ferraille. Les bennes bois des centres techniques municipaux qui contiennent du bois de classe A et B en mélange.

Si le Titulaire constate une non-conformité dans la nature des déchets présentés, il en informe immédiatement le service gestionnaire de l'accord-cadre afin qu'il y ait constat contradictoire avant éventuels déclassements ou prestations particulières.

3.2.8 Autres filières de valorisation

Afin de favoriser la valorisation des déchets mêlés, le Titulaire doit être force de proposition pour de nouvelles filières qui émergeraient en cours de marché.

3.2.9 Cas spécifique des déchets ultimes

Sont compris dans la dénomination des déchets ultimes pour l'application du présent accord-cadre tous les déchets des activités des centres techniques municipaux et régie municipale qui par leur nature ne permettraient aucune valorisation matière et énergétique.

3.3 REPARTITION DES TONNAGES RECEPTIONNES ET TRAITES

Les tonnages annuels ci-après sont donnés à titre indicatif et n'ont aucune valeur contractuelle.

Type de déchets	Tonnages réceptionnés en 2023	Tonnages réceptionnés en 2024
Verre	4710 tonnes	4770 tonnes
Déchets mêlés	2560 tonnes	2730 tonnes
Gravats purs	61 tonnes	38 tonnes
Gravats impurs	456 tonnes	681 tonnes
Ferrailles	1 tonne	0 tonne
Bois	20 tonnes	23 tonnes
D3E	93 tonnes	164 tonnes
Total	7 901 tonnes	8 406 tonnes

3.4 RECEPTION DES PRODUITS ET PROCEDURE DE DECLASSEMENT

3.4.1 Prise en charge des déchets sur le site de massification/tri

Les déchets sont acheminés par les collecteurs par voie routière. Les camions doivent être pris en charge dès leur arrivée. Plusieurs opérations se déroulent lors de la réception :

- L'identification de la commune ou du secteur collectés ;
- La pesée du chargement (ou double pesée le cas échéant) ;
- L'acceptation ou refus du contenu ;
- L'édition du bordereau de pesée ;
- La réception, annotation et conservation du bon de déversement remis par le collecteur qui sera annexé au bordereau de pesée.

Au-delà d'une attente supérieure à une heure subie par les collecteurs, le prestataire encourt des pénalités prévues au CCAP du présent accord-cadre.

3.4.2 Déclassements

Tout apport de déchets mêlés contenant majoritairement d'autres produits que des déchets tels que décrit dans l'article 2.3 du présent CCTP pourra être déclassé en déchet ultimes, si la réglementation le permet.

Tout apport de bois déchet contenant majoritairement d'autres produits que du bois déchet tels que décrit dans l'article 2.3 du présent CCTP pourra être déclassé soit prioritairement en déchets mêlés.

Tout apport d'inertes contenant majoritairement d'autres produits que des inertes tels que décrit dans l'article 2.3 du présent CCTP pourra être déclassé soit prioritairement en déchets mêlés.

En cas de présence de déchets dangereux et de contenants sous pression dans les gisements, le titulaire doit les extraire et les traiter via des sites adaptés.

Les objets sont pesés et facturés à la Collectivité au prix de traitement à la tonne des déchets ultimes. Toutefois, ces déchets doivent être inscrits pour le suivi des déchets dans la catégorie correspondante.

En tout état de cause, en cas de lot non acceptable, le lot est isolé et la Collectivité prévenue dans un délai de 12 heures. Un contrôle contradictoire est effectué par la Collectivité dans les 48h. En cas d'impossibilité de déplacement des agents du Territoire, des photographies du déclassement doivent être envoyées par courriel pour un accord par retour de mail ou appel téléphonique.

Après accord sur la nature du déclassement, l'exploitant oriente les tonnages concernés vers l'exutoire correspondant.

Cette procédure est à valider par la Collectivité et comporte obligatoirement la réalisation d'un constat contradictoire avec la Collectivité.

En cas de manquement dans la procédure de déclassement, le lot déclassé ne peut pas être facturé à la Collectivité et le prestataire encourt des pénalités prévues au CCAP du présent accord-cadre.

3.4.3 Pesées

Le Titulaire s'engage à effectuer une double pesée (pesée avant vidage et pesée après vidage) de tous les véhicules de transport déchargeant sur le site et à vérifier que ces véhicules proviennent bien des circuits de collecte du Territoire.

Chaque pesée fera l'objet d'une édition d'un bordereau de pesée qui comprendra au minimum les informations suivantes :

- Le numéro de ticket
- Le poids du véhicule avant vidage
- Le poids du véhicule après vidage
- Le poids des déchets livrés
- Le type de flux livrés
- Le nom du secteur et de la commune collectés
- Le jour et heure de vidage
- Le nom de l'entreprise ou de la régie assurant la collecte
- Le type de collecte concernée (porte-à-porte, point d'apport volontaire ou CTM)
- Le numéro d'immatriculation du véhicule

En cas de manquement dans la procédure de pesée, les apports faisant l'objet de défaut d'information ne seront pas facturés à la Collectivité et le prestataire encourt des pénalités prévues au CCAP du présent accord-cadre.

En cas de réception mixte de déchet identifiable et non mêlé, le Titulaire doit réaliser une double pesée différenciée. Cette pesée ne doit pas faire l'objet d'une double facturation. En cas de double facturation au poste, le Titulaire s'expose à une pénalité décrite au CCAP.

3.4.4 Vidage des déchets sur l'aire de dépôt

Le Titulaire procède à un stockage, si possible couvert, en séparant les types de flux entrants.

Le Titulaire fournit chaque mois au pouvoir adjudicateur, un récapitulatif de l'ensemble des tickets journaliers de pesée pour chaque catégorie de déchets. Ce récapitulatif lui est opposable en cas d'incohérence avec les tickets fournis lors de chaque dépôt de déchets.

L'ensemble de ces justificatifs sert à l'établissement de la facture. A chaque contrôle d'étalonnage, le Titulaire fournit au pouvoir adjudicateur la copie de l'agrément de la balance.

En cas d'anomalie constatée sur la zone de stockage, une pénalité peut être appliquée conformément au CCAP.

ARTICLE 4. CONDITIONS DE TRI

4.1 TAUX D'EXTRACTION

Le taux d'extraction par matériau, sur une période donnée, est défini comme suit :

$$T_{\text{Extrac}} = \frac{\text{Matériau valorisé en sortie de centre de tri}}{\text{Tonnage total des entrants}}$$

Où :

- Matériau valorisé en sortie de centre de tri = tonnage total du matériau concerné
 - soit repris par le Titulaire de l'accord-cadre (ferrailles, bois, cartons, plastiques), basé sur les certificats de recyclage
 - soit valorisé énergétiquement par le Titulaire de l'accord-cadre (pour la part incinérable), basé sur les certificats d'incinération.
- Tonnage total des entrants = tonnage total des déchets ou des déchets mêlés apporté au centre de tri par Vallée Sud – Grand Paris.

Ces taux seront calculés par Vallée Sud – Grand Paris pour chaque semestre écoulé avec les certificats de recyclage ou d'incinération et les tonnages entrants de la période concernée, sans prise en compte des stocks. Le candidat est réputé connaître les déchets mêlés, les déchets inertes, les bennes bois, ferrailles, verre et cartons, objets du présent accord-cadre. Le candidat ne pourra pas invoquer quelconque élément pour se soustraire à l'obligation d'atteindre les taux d'extraction contractuels. En cas de non-respect de ces taux, les pénalités mentionnées au CCAP seront appliquées.

- Bien que Vallée Sud – Grand Paris souhaite une campagne dédiée de tri, dans le cas contraire, le candidat aura précisé la procédure de ventilation des tonnages triés entre les différents clients du prestataire (traçabilité des produits).

4.2 PROCESS DE TRI DES DECHETS MELES

Le Titulaire garanti à la Collectivité un process d'optimisation des déchets mêlés réceptionnés.

Dans ce cadre, le Titulaire fournit chaque année un certificat de valorisation pour chaque flux de déchet.

100 % des déchets mêlés devront être triés permettant la valorisation matière des produits.

Les refus incinérables (y compris la part bois, plastique, cartons non valorisables par recyclage matière) feront l'objet d'une valorisation énergétique .

Les déchets mêlés sont facturés conformément au BPU selon une clé de répartition déterminée par les résultats d'une caractérisation du gisement « déchet mêlé » réceptionné.

4.2.1 Caractérisation des déchets mêlés

La Collectivité impose un système de caractérisation à réaliser à minima 2 fois par an par le Titulaire pour le flux de déchets "Déchets mêlés". La Collectivité se réserve le droit de demander des caractérisations supplémentaires en cours d'année en cas de besoin. La caractérisation réalisée doit être faite par un organisme indépendant suivant une méthodologie spécifique qui doit être validée en amont par la Collectivité. La caractérisation du gisement doit s'effectuer dans le respect des normes en vigueur.

Le Titulaire fournit chaque année un calendrier des caractérisations.

Le résultat des caractérisations doit être transmis à la Collectivité dans les 15 jours suivants sa réalisation et est appliquée au mois M+1 pour prise en compte dans la clé de ventilation des tonnages facturés. Le résultat des caractérisations doit être consigné dans un rapport complet comprenant :

- Les dates de caractérisation,
- La méthodologie employée,
- Les bons de pesées des camions caractérisés (plaque d'immatriculation, date, heure)
- La ventilation (en % et en kg) des flux de déchets identifiés avec photos

Le Titulaire doit proposer un taux d'extraction des matières valorisables (minimum 50%) le plus important possible et minimiser les refus non-valorisables (maximum 20%). Le Titulaire se doit de pouvoir proposer d'autres produits valorisables à extraire au cours du marché. Les refus enfouis sont les refus de tri qui ne peuvent faire l'objet d'aucune valorisation. Ils sont transférés vers un site soumis à une TGAP minimale.

Les refus doivent être justifiés (fourniture des photos).

A titre informatif, le tableau suivant présente les derniers résultats de la caractérisation des déchets mêlés :

Type de déchets	Pourcentage
Bois	34%
Déchets ultimes (TGAP applicable)	56%
Gravats	10%
TOTAL	100%

En cas de non-respect de réalisation des caractérisations, le Titulaire s'expose à des pénalités au CCAP.

En cas de non-application de la clé de ventilation des résultats des caractérisations, le Titulaire s'expose à des pénalités décrites au CCAP.

Le titulaire s'engage sur des taux d'extraction fixes pour la durée de l'accord-cadre pour chacun des flux.

Les produits extraits en vue d'une valorisation matière ne peuvent pas en cours de marché être orientés vers une valorisation énergétique : exemple, le bois pour un recyclage chez un panneautier ne peut pas être réorienté en chaufferie bois.

4.3 BENNES BOIS

Le tri du bois déchets apporté en benne consiste à préparer le gisement pour une valorisation matière en priorité (amendement/paillage ou recyclage panneautier) et/ou une valorisation énergétique (hors CSR) par défaut.

Les tonnages valorisés devront être égaux aux poids nets des bennes lors de leur pesée en entrée du site avec une tolérance de réfaction de 2%.

En cas de non-respect de ces tonnages, des pénalités sont prévues au CCAP.

4.4 TRI DES INERTES

Le tri des inertes consistera à préparer le gisement pour une valorisation matière ou réemploi en priorité. Le Titulaire a l'obligation de valoriser les déchets inertes réceptionnés vers les exutoires adaptés et agréés selon les normes en vigueur.

En cas de non-respect, des pénalités sont prévues au CCAP.

Les exutoires sont conformes à la réglementation de la loi du 12/12/2014 relative aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations classées.

4.5 TRAITEMENT DES DECHETS ULTIMES

Le traitement des déchets ultimes consiste à opérer une valorisation énergétique des déchets ultimes ou un enfouissement en ISDND (installation de stockage des déchets non dangereux soumis à TGAP) le cas échéant.

En cas de non-respect, des pénalités sont prévues au CCAP.

4.6 CONDITIONNEMENT, EVACUATION ET VALORISATION DES DECHETS TRIES

Le Titulaire s'engage à assurer à sa charge, le conditionnement, l'étiquetage, le stockage, le rechargement et l'évacuation de tous produits après traitement.

Le Titulaire doit assurer la valorisation matière de tous les produits extraits.

Le Titulaire doit assurer la valorisation énergétique des refus incinérables.

4.6.1 Traçabilité et centre de traitement

Le Titulaire du marché est garant du respect de la réglementation. Dans ce cadre, il assure à la Collectivité une traçabilité des filières de valorisation ou d'enfouissement le cas échéant.

Aussi, chaque année, le Titulaire assure une traçabilité complète des déchets réceptionnés dans le cadre du présent marché via la transmission de certificat de traitement pour chaque filière. Le certificat indique le flux, la filière et l'exutoire de traitement afin d'assurer une traçabilité complète des déchets réceptionnés.

En cas de non-transmission des certificats annuels, le Titulaire s'expose à des pénalités décrites au CCAP.

4.7

La réception, le tri et la valorisation du verre

4.7.1 Conditions de réception et tri du verre par le Titulaire

Le Titulaire doit assurer la gestion de l'aire de stockage de telle sorte à garantir la qualité du verre et la maîtrise des tonnages collectés, stockés et transférés vers le verrier repreneur :

- Le verre doit être déposé en vrac,
- le vidage des bennes doit se faire gravitairement sans reprise,
- le verre doit être manipulé le moins possible, (reprise du tas au chargeur), etc... dans le but d'éviter la casse du verre et donc d'une trop grande quantité de fines, l'objectif étant de garantir une valorisation optimale,
- Le Titulaire doit prendre garde à éviter toute pollution notamment croisée avec tout autre indésirable qui ne serait pas des emballages en verre : bois, carton, verre plat, plastiques, etc...
- Le chargement du verre dans le camion du verrier est de la compétence du Titulaire,
- Le Titulaire a la gestion directe de l'organisation du transport du verre vers le repreneur,
- Le gestionnaire de l'aire s'assure de la propreté du véhicule affrété par le repreneur, ainsi que celle du godet ou du grappin avant le chargement.
- Le gestionnaire de l'aire doit s'assurer du bon bâchage de la benne après chargement du verre.
- Le titulaire de la plateforme doit s'assurer de la formation et de la sensibilisation de son personnel à la qualité de reprise du verre,

L'accès des camions du repreneur doit être possible tous les jours ouvrés de la semaine, sans restriction. Un programme d'expédition sera validé entre le transporteur affrété par le verrier repreneur et le titulaire.

Contrôle qualité

Le titulaire assure le contrôle qualité lors de chaque déchargement d'une benne de collecte. En cas de présence d'indésirables, le titulaire retire les gros indésirables (notamment les bacs roulants, verre plat, plaque de bois, sacs poubelle ou de collecte etc...) en toute sécurité. Le titulaire signale à la collectivité chaque déchargement non conforme.

En cas d'alerte qualité ou de déclassements du repreneur, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les actions correctives pour revenir à une qualité conforme et prendra à sa charge les éventuels surcoûts de transport et d'élimination.

En cas de déclassement opéré par le repreneur, tout coût qui en découle est à la charge du Titulaire sans que ce dernier ne puisse l'appliquer en retour à la Collectivité.

4.7.2 Valorisation du verre par un repreneur

Un contrat de reprise pour les emballages en verre est passé avec un repreneur.

En aucun cas le Titulaire ne peut modifier de sa propre initiative l'opérateur désigné par le syndicat de traitement de l'Etablissement Public Territorial. Aucune indemnité ne sera versée au titulaire en cas de modification dans la désignation des opérateurs de reprise.

En outre, le Titulaire doit se conformer à toute modification des modalités et caractéristiques techniques des opérateurs de transport ou de valorisation sans pouvoir prétendre au versement d'une quelconque indemnité supplémentaire.

En cas de déclassement du produit envoyé dans la filière de recyclage pour non-respect des Prescriptions Techniques Minimales et des Standards par Matériaux des éco-organismes ou prescriptions particulières issues de la convention passée par le syndicat de traitement avec la société de reprise du verre, le candidat se voit appliquer des pénalités prévues au CCAP.

Le lot déclassé, si sa nature le permet, fera l'objet d'un surtri. Les frais inhérents à ce surtri (coûts de transport, coûts de surtri et/ou traitement de la part non-valorisable du lot déclassé et coût de TGAP le cas échéant) seront à la charge du candidat. La nature du lot sera évaluée conjointement par la Collectivité ou le syndicat de traitement et le repreneur. Pour les frais, et en accord avec le repreneur choisi par le syndicat de traitement, soit le Titulaire les prendra à sa charge directement, soit il en procédera au remboursement.

Les soutiens aux tonnages de verre et les recettes issues de la reprise sont versés directement au syndicat de traitement par les éco-organismes et les repreneurs. Si le Titulaire procède à la vente par ses soins et à son profit de matériaux recyclables provenant de l'Etablissement Public Territorial, il s'expose à des pénalités prévues au CCAP du présent accord-cadre.

ARTICLE 5. COMMUNICATION AVEC LA COLLECTIVITE

5.1 TABLEAU DE BORD DEMATERIALISE

Le Titulaire met à disposition de la Collectivité un intranet permettant en temps réel d'accéder aux tonnages réceptionnés (y compris les tonnages déclassés).

L'intranet doit permettre un export des données (par année, par flux, par collecteur, par mois,...) exportable en format Excel (.xls).

L'intranet doit permettre de visualiser l'ensemble des documents administratifs nécessaires à la bonne exécution du marché : Certificat d'Acceptation Préalable, Certificat de Recyclage, Factures mensuelles.

Le Titulaire n'impose pas de limite au nombre d'utilisateur pour l'intranet.

En cas de non-accessibilité à l'intranet, le Titulaire dispose de 24h ouvrées pour le remettre en service. En cas d'intranet indisponible au-delà de 24 heures, le Titulaire s'expose à des pénalités décrites au CCAP.

5.2 COMPTE RENDU MENSUEL

Le titulaire remet chaque mois à la Collectivité, pour permettre d'établir le mandatement des sommes réclamées, un compte-rendu donnant au moins les indications suivantes dans les délais prescrits (les dates butoirs indiquées étant celles de réception par la Collectivité et non les dates d'envoi par le prestataire). Dans l'hypothèse où le compte-rendu était reçu incomplet, il sera considéré comme nul et non avenu.

- Dans un délai de sept jours après la fin du mois considéré :
 - o Le récapitulatif des tonnages entrants (basé sur les bons de pesée), transmis par courrier électronique sous format tableur.
- Dans un délai de quinze jours après la fin du mois considéré :
 - o Le récapitulatif des tonnages entrants (basé sur les bons de pesée), transmis par courrier postal,
 - o Les bons de pesée des véhicules de collecte avant et après vidage avec leur immatriculation, agrafé avec les bons de déversement remis par les collecteurs.
 - o Le récapitulatif des déclassements éventuels,
 - o Les récapitulatifs des tonnages des matériaux repris directement par le titulaire de l'accord-cadre, avec les bons de rachat matière correspondants justifiant la reprise, les indices inhérents, les certificats de recyclage et d'incinération correspondants.
 - o Le récapitulatif mensuel des produits triés expédiés aux autres repreneurs choisis par la Collectivité,
 - o Le récapitulatif mensuel des produits triés stockés.
- Les documents suivants ne nécessitent pas un envoi mensuel, mais doivent être tenus à disposition, pendant une année glissante :
 - o La copie des pages du « cahier des incidents et accidents », qui devra être tenu par le titulaire, sur lequel il consignera tous les événements survenus jour par jour au cours de sa mission, leurs causes et conséquences internes et externes (incident ou accident de la circulation, toute modification dans l'exécution d'un service « normal », y compris des modifications dans les badges de la collectivité utilisés...),

Toutes ces informations sont retranscrites dans un fichier informatique de type tableur. Le bon de déversement remis par le collecteur lors de la pesée devra être annexé au bordereau de pesée correspondant.

En cas de retard de transmission du compte rendu mensuel, le Titulaire s'expose à des pénalités décrites au CCAP.

5.3 COMPTE RENDU ANNUEL

Le titulaire transmettra chaque année et au plus tard le 31 mars de l'année N+1, un compte-rendu annuel retraçant le bilan de l'année écoulée (bilan organisationnel, quantitatif, qualitatif et économique). Les dates butoirs indiquées étant celles de réception par la Collectivité et non les dates d'envoi par le prestataire. Dans l'hypothèse où le compte-rendu était reçu incomplet, il sera considéré comme nul et non avenu.

- le détail des dépenses propres à l'exploitation (nombre de véhicules, consommation,...), qui puisse être rapproché de la décomposition forfaitaire, mois par mois et par catégories de déchets. Ces documents mettront en évidence les indices décrits dans les annexes du décret n°2000-404 du 11 mai 2000 relatif au « rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets » ;
- Les effectifs du service ;
- Le nombre et type d'engins utilisés ;
- Les tonnages réceptionnés / traités par mois et consolidés ;
- Les modifications de la vie du site (évolution de la réglementation, évolution du protocole de sécurité,...).

La Collectivité aura le droit de contrôler les renseignements donnés dans ce compte-rendu. A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification. Ils pourront procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que le service est exploité dans les conditions du présent accord-cadre et prendre connaissance de tous documents techniques et autres, nécessaires à l'accomplissement de leur mission, en particulier du cahier des incidents et accidents.

Le compte rendu sera transmis par courrier postal en un exemplaire papier et sous format informatique de type tableur.

En cas de retard de transmission du compte rendu annuel, le Titulaire s'expose à des pénalités décrites au CCAP.

ARTICLE 6. GESTION DE LA FIN DE L'ACCORD-CADRE

Les produits à traiter étant apportés sur le site jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre, le prestataire disposera de 10 jours supplémentaires après cette échéance pour traiter les tonnages réceptionnés sur son site.

Il disposera aussi de 30 jours après la fin de l'accord-cadre pour évacuer les stocks triés vers les sites de valorisation.

En cas de non-respect de ces délais, les pénalités mentionnées au CCAP seront applicables.